



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP SUD OUEST

8, impasse Didier Daurat
31400 Toulouse

Références : - 2024-382

Code AIOT : 0006802340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement SARP SUD OUEST implanté 8, impasse Didier Daurat 31400 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 20/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP SUD OUEST
- 8, impasse Didier Daurat 31400 Toulouse
- Code AIOT : 0006802340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS SUD OUEST exploite à Toulouse une installation de regroupement de déchets

dangereux liquides avant transfert vers les filières de traitement et de valorisation ainsi qu'une installation de traitement des eaux souillées aux hydrocarbures.

Au titre des installations classées, elle est autorisée depuis le 11/05/1988 et réglementée en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 22 décembre 2022 qui encadre notamment le réexamen des prescriptions de l'autorisation préfectorale suite aux nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives aux installations de traitement de déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Contrôle d'étanchéité des cuves	Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 7.3.5	Demande d'action corrective	1 mois
8	Mention de danger	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
9	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Demande d'action corrective	1 mois
10	Surveillance des rejets aqueux, Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 4.4.10	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a essentiellement porté sur la vérification des exigences réglementaires en matière de rejets aqueux et sur les analyses des PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation du fait de son classement sous la rubrique 3510 de la nomenclature des ins-

tallations classées.

Il en ressort que l'exploitant respecte le programme de surveillance défini dans son arrêté et que les mesures de surveillance sont réalisées par un laboratoire externe accrédité.

A l'issue de la visite, l'inspection a constaté 6 faits avec suites (demandes de justificatifs et une proposition de mise en demeure) relatifs :

- aux substances reprises par arrêté ministériels pour les campagnes des analyses PFAS (liste de substances liés au PFAS présents) ;
- aux modalités de prélèvements pour les analyses PFAS (prélèvements ponctuels/24h qui nécessitent une estimation du débit des rejets du site) ;
- aux dépassements récurrents de la VLE en indice phénols des rejets en sortie de station de traitement. Des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant sur ce sujet (proposition de mise en demeure),
- au contrôle d'étanchéité de la cuve de stockage des déchets liquides hydrocarburés en attente de traitement,
- à l'absence de signalétique des mentions de dangers,
- à l'absence de déchets non dangereux dans l'état des stocks.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données en l'absence de retour de sa part.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Le site est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation du fait de son classement sous la rubrique 3510 de la nomenclature des installations classées.

<p>Le jour de la visite, l'exploitant a expliqué à l'inspection qu'au vu de son activité, il était compliqué de dresser une liste de substances PFAS potentiellement traitées et rejetées sur le site du fait de la variabilité dans la typologie et l'origine des déchets admis sur le site.</p> <p>L'exploitant a analysé les 20 PFAS listés à l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Cependant, l'exploitant a indiqué à l'inspection, que des réflexions sont en cours afin de changer les mousses d'extinction incendie (contenant des PFAS). Si ces derniers sont en sus que ceux analysés par l'arrêté ministériel susvisé, ces PFAS doivent être répertoriés. L'inspection demande ainsi à l'exploitant de dresser une liste de PFAS susceptibles d'être présents (mousses, produits utilisés, etc...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé les trois campagnes d'analyse. Le prélèvement a été effectué au niveau de deux points de rejets aqueux de l'établissement en sortie de la station de traitement des eaux hydrocarburées et en sortie du débourbeur/déshuileur pour les eaux pluviales. Les prélèvements ont été réalisés de manière homogène dans les conditions normales de l'installation. Tous les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyse en respectant les échéances réglementaires. Ainsi il ressort des trois campagnes analyses que :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les PFAS listés à l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé, ainsi que le paramètre AOF (Fluor Organique Adsorbable) ont bien été analysés, - Concernant le rejet des eaux pluviales: la VLE du PFOS relative à l'arrêté ministériel du 02 février 1998 est respectée, concernant l'indice AOF les analyses de février et de mars, présentent que l'AOF est quantifié à une concentration supérieure à 2 µg/l (qui est la limite de quantification minimale à respecter) et tous les PFAS sont inférieurs à 0.1 µg/L ; - Concernant le rejet des eaux en sortie de la station de traitement, la VLE du PFOS relative à l'arrêté ministériel du 02 février 1998 est respectée, un PFAS (PFHxS (acide perfluorohexanesulfonique)) est quantifié à une concentration supérieure à 0.1 µg/L qui est la limite de quantification minimale à respecter (sur deux campagnes en janvier et mars) et concernant l'indice AOF (sur deux campagnes de février et mars) il est quantifié à une concentration supérieure à 2 µg/l. <p>L'exploitant a informé l'inspection que des réflexions sont également en cours pour changer les mousses d'extinction incendie (contenant des PFAS).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a bien été vérifié que les organismes mandatés sont accrédités par le COFRAC pour le prélèvement et pour les analyses des PFAS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte-tenu du type de rejets de l'installation (rejets d'eau pluviale), les prélèvements réalisés lors des trois premières campagnes d'analyses ont été ponctuels au niveau du rejet d'eau pluviale et un prélèvement 24h pour les eaux de process et compléter GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de pouvoir estimer les flux émis, l'inspection demande à l'exploitant d'estimer le débit de rejet du site en fonction de la surface de ruissellement et de la pluviométrie locale.</p> <p>De plus, il est également demandé le flux émis lors du prélèvement des eaux en sortie de traite-</p>

ment des eaux de process.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100ng/L, la mention «non quantifiée» est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ainsi il ressort des trois campagnes d'analyses que :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les PFAS listés à l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé, ainsi que le paramètre AOF (Fluor Organique Adsorbable) ont bien été analysés, -la VLE du PFOS relative à l'arrêté ministériel du 02 février 1998 est respectée pour l'ensemble des analyses, un PFAS est quantifié à une concentration supérieure à 0.1 µg/L (limite de quantification minimale à respecter), l'indice AOF est quantifié à une concentration supérieure à 0.2 µg/L (limite de quantification minimale à respecter). <p>D'autre part, l'exploitant a informé l'inspection que des réflexions sont également en cours pour changer les mousses d'extinction incendie (contenant des PFAS).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Toutes les analyses ont été déclarées dans l'application GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle d'étanchéité des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 7.3.5
--

Thème(s) : Risques chroniques, étanchéité des cuves
Prescription contrôlée : L'exploitant procède ou fait procéder à l'inspection visuelle 2 fois par an de ses cuves de stockage et à un contrôle d'étanchéité tous les 3 ans.
Constats : L'exploitant procède à un contrôle visuel semestriel de ses cuves de stockage. Ces contrôles sont enregistrés dans un cahier de suivi qui a pu être consulté pour les années 2023 et 2024. Le contrôle d'étanchéité des cuves est assuré par des épreuves acoustiques, dont les dernières ont été effectuées le 29/04/2022. Les contrôles ont porté sur les 3 cuves de regroupement des eaux souillées industrielles de 30 m³ chacune (situées au fond du site), mais pas sur celle de 50 m³ qui sert au stockage des eaux souillées aux hydrocarbures avant traitement, car l'exploitant la considère comme une cuve « process » et non pas de stockage. Dans la mesure où cette cuve contient en permanence des eaux souillées, l'inspection estime qu'elle peut être considérée comme une cuve de stockage, au même titre que les cuves de regroupement, et qu'elle doit, à cet égard, faire l'objet des mêmes contrôles d'étanchéité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Mention de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mention de danger
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :- supérieure à 10 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R.51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R.40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f,H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
Constats : Il a été constaté que la signalétique n'est pas réalisée au niveau des cuves et également de manière générale sur l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Il a été constaté que les déchets non dangereux ne sont pas répertoriés. (Déchets plastiques)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Surveillance des rejets aqueux, Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 4.4.10	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux, Respect des VLE	
Prescription contrôlée :	
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.	
	Rejet n°2 (station de traitement)
Paramètres	VLE en concentration (en mg/l)
DCO	2000
DBO ₅	800
MES	600

HCT	10
Indice phénols	0,3
Arsenic (As)	0,1
Cadmium (Cd)	0,1
Chrome (Cr)	0,3
Cuivre (Cu)	0,5
Nickel (Ni)	0,5
Plomb (Pb)	0,3
Zinc (Zn)	2
Mercure (Hg)	0,01
Manganèse (Mn)	1
Cr VI	0,1
Cyanure libre (CN-)	0,1
AOX	1
Phosphore	3

Constats :

Les rapports d'analyses des prélèvements transmis le 7 juin 2024 (sur 24h) montrent que les VLE sont respectées, sauf pour l'indice phénol (0.69 mg/L pour une VLE fixée à 0,3 mg/L) et la DBO5 (874 mg/L).

Les résultats d'autosurveillance consultés sur l'application Gidaf pour les années 2023 et début 2024 présentent également **plusieurs dépassements, en indice phénols en particulier.**

L'exploitant explique ces dépassements par la présence de phénols dans les liquides de refroidissement en mélange avec les huiles usagées (huiles usagées en provenance des déchetteries et des garages le plus souvent) et dans le carburant E10 (ethanol). Il indique avoir renforcé les contrôles à l'admission des lots arrivant de ces types de clients et précise avoir déjà été amené à refuser des lots.

L'inspection considère que les critères d'admission pourraient utilement être revus, avec des seuils en indice phénol revues à la baisse de façon à garantir la conformité de ses rejets. Il est demandé à l'exploitant d'indiquer les actions correctives ou prévues à réaliser afin de respecter cette VLE.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois